

REVISION GENERALE DES POLITIQUES PUBLIQUES : UNE NOUVELLE PHASE...

Bercy prépare la seconde phase de la RGPP. La première phase a amené à la suppression de 98 000 postes de fonctionnaires entre 2007 et 2010. 16 000 postes seront encore supprimés dans l'Education Nationale à la prochaine rentrée ! **La RGPP 2 servira de base pour le budget triennal couvrant les années 2011 à 2013.**

Les Ministères ont dû chacun proposer eux-mêmes à Bercy des possibilités d'économiser. Les propositions vont maintenant être évaluées par des consultants du privé (!) et des inspecteurs des finances et des affaires sociales. **Les décisions seront ensuite prises en décembre 2009** par les responsables politiques.

La RGPP 2 s'attaquera aussi avec la même rigueur aux 655 structures dites « parapubliques » telles que le CNRS ou le Pôle emploi.

Justification avancée par le Ministère d'Eric Woerth ? Que la RGPP facilite les démarches administratives des français. **Pourtant, pour reprendre l'exemple du Pôle emploi, les 45 000 agents étaient appelés à la grève le mardi 20 octobre 2009.** Raisons ? Situation de plus en plus intolérable, service aux usagers inefficace, agressivité en croissance, management remis en cause, nombre de chômeurs à suivre par conseiller beaucoup trop élevé, manque d'effectifs, etc. Le faire mieux avec moins, disons-le clairement, ça ne marche pas ! Mais que croient les Ministères ? Que les fonctionnaires se la coulent douce ? Qu'en supprimant des moyens humains et financiers essentiels, on gardera la même qualité de services rendus à la population ?

Parallèlement, le Premier Ministre a confié une **mission sur la mesure de la qualité du service rendu aux usagers du service public** au député UMP de la Haute-Marne. Celui-ci rendra ses conclusions le 15 novembre prochain. Le Premier Ministre veut une « liste d'indicateurs de qualité des services » « simples et évocateurs, qui permettent d'apprécier la satisfaction des français vis-à-vis des principaux services rendus par les administrations ». Cette mission s'inscrit dans le cadre de la RGPP. Objectif ? Réduction des coûts et amélioration du service rendu ! Faire plus, voire mieux avec moins ! Preuve en est faite au Pôle Emploi...

Le SNETAA-eiL s'oppose à la RGPP et à toute réforme visant à avoir pour objectif la réduction des coûts plutôt que la qualité des services publics, en particulier du service public d'éducation. Baisse du nombre d'adultes encadrant les élèves, augmentation du nombre d'élèves par classe, manque patent d'infirmières et de médecins scolaires, augmentation de la précarité des personnels... Tout cela sur le dos de milliers d'élèves ! Une génération soldée ! Et des enseignants en plein désarroi, sans aucune reconnaissance, qu'elle soit financière ou professionnelle !

Le SNETAA-eiL s'oppose de toutes ses forces au démantèlement des services publics !